

30 avril 1981 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Discours de M. Valéry Giscard d'Estaing, Président de la République, notamment sur l'enjeu du 2ème tour, les institutions et l'héritage du gaullisme, les mesures sociales et la formation des jeunes ainsi que la politique agricole, à Montreuil jeudi 30 avril 1981.

Mes chers amis, celles et ceux qui sont à l'intérieur, celles et ceux qui sont au dehors, car je m'excuse auprès d'eux, le chapiteau était trop petit, mais j'espère que la sonorisation leur permet de nous entendre... mes chers amis, j'étais à Lille il y a quinze jours et j'avais dit que j'essaierais de revenir dans le Pas-de-Calais. Naturellement personne ne m'a cru ! On m'a dit : c'est une formule de politesse pour faire plaisir aux habitants du Pas-de-Calais. Mais j'avais l'intention de revenir parce que votre département est un grand département français qui a connu, on le rappelait tout à l'heure, beaucoup de difficultés, et qui a en même temps une double tradition : une tradition nationale, parce que le Pas-de-Calais c'est aussi le département des nécropoles, c'est le département le plus ravagé par les guerres, et une autre tradition de travail. C'est un des départements les plus actifs sur le plan industriel, sur le plan minier, sur le plan agricole, sur le plan commercial.

C'est pourquoi j'ai suivi les résultats des élections dans le Nord et dans le Pas-de-Calais, et j'ai vu que dans ces départements la population avait voulu exprimer quelque chose. (applaudissements) Dans le département du Nord, elle m'a placé en tête de tous les candidats... (applaudissements), dans le département du Pas-de-Calais c'était plus difficile, et cependant j'ai vu que là aussi il y avait quelque chose qui s'était exprimé, et d'ailleurs le sénateur Poudanson le rappelait tout à l'heure.

C'est pourquoi j'ai tenu à vous rendre visite entre les deux tours. (applaudissements)

Je vais d'abord vous parler de l'enjeu national, et puis je vous parlerai aussi des problèmes du Nord et du Pas-de-Calais.

L'enjeu national. Les Françaises et les Français m'ont placé en tête de dix candidats. Comme on dit en termes sportifs, j'ai fait toute la course en tête. Mais en général, quand on fait la course en tête, à la fin on est un peu essoufflé et on perd du terrain. Pas du tout ! Les Françaises et les Français m'ont donné 8.200.000 voix au premier tour, le score le plus élevé de tous les candidats dans la compétition. (applaudissements)

Je suis en tête, j'y reste, et j'y resterai ! ... (applaudissements)... Et cela malgré l'usure bien connue du pouvoir.

Vous savez que c'est un slogan dans tous les livres d'histoire, dans tous les articles, on dit toujours : l'usure du pouvoir. Il y a en effet une usure du pouvoir, parce qu'on vous impute tout ce qui ne va pas bien, toutes les difficultés, d'autant plus que nous avons vécu sept ans de crise. Eh bien malgré l'usure bien connue du pouvoir, malgré l'ouragan des critiques, vous m'avez placé en tête, et je vous en remercie ! (applaudissements)

Maintenant vous avez une décision grave à prendre. Vous allez la prendre le 10 mai.

Monsieur le Maire de Montreuil, à l'instant M. Mattéoli soulignait le caractère de décision nationale de ce choix. Ce choix, il doit être pris dans la clarté. Nous sommes une république,

nous sommes une démocratie, vous avez le droit, chacune et chacun, d'être clairement informés. Donc vous avez droit au débat démocratique entre les deux candidats.

(applaudissements)

C'est pourquoi j'ai dit, vous avez dû l'entendre, que j'accepterais tout face à face à la date proposée par mon adversaire, et à l'heure qu'il voudrait, comportant une discussion directe entre les deux candidats avec comme unique condition l'égalité du temps de parole.

(applaudissements)

C'est le face à face dont chacune et chacun d'entre vous connaît depuis longtemps la pratique : pas de ruse, pas d'artifice, et d'ailleurs s'il y avait une ruse ou un artifice, les 25 millions de téléspectateurs français en seraient les témoins, et ils en seraient les premiers juges. Un dialogue direct, qui n'a besoin ni d'avocat pour en régler la procédure... (applaudissements)... ni d'intermédiaire pour s'interposer entre les candidats. Et comment pourriez-vous confier le sort de la République française à quelqu'un qui devra être dans sa fonction, comme je l'ai été pendant sept ans, l'interlocuteur du chancelier Schmidt, l'interlocuteur du président des Etats-Unis, l'interlocuteur du président de l'Union Soviétique, l'interlocuteur de tous les grands dirigeants de ce monde, et qui ne pourrait pas être devant vous l'interlocuteur d'un candidat à la présidence de la République française ?

(applaudissements)

Je viens d'en confirmer par écrit la proposition - peut-être étiez-vous venus plus tôt dans cette salle, vous ne le savez pas, vous le verrez dans les moyens d'information, le texte de ma lettre a été rendu public - je me rendrai mardi prochain, à l'heure proposée et fixée par mon concurrent, pour participer à ce face à face, et on verra bien. (applaudissements) Ce qui importe, c'est la clarté, et dans le monde moderne où il y a tellement de sources d'information, tellement de gens qui s'expliquent, il est difficile pour chacune et chacun d'entre vous qui avez vos fonctions, votre vie de travail, votre vie de famille, d'être informé de tous les problèmes.

Or ce qui est en question, et c'est ce qui m'inspire dans cette campagne, comme j'en ai entendu tout à l'heure le souffle généreux dont ceux qui parlaient avant moi, c'est qu'il ne s'agit pas seulement de la désignation du président de la République. Ce qui est en jeu, c'est le sort de la France. C'est ce sort de la France que les Françaises et les Français obstinément, depuis 1958, ont porté avec courage, malgré les conseils qui leur étaient donnés, malgré les complications de toutes sortes de leurs dirigeants politiques du moment, et c'est toujours le sort de la France qui est en cause.

Nous vivons dans un monde difficile et dangereux, ne l'oubliez pas. Nous sommes peut-être pour l'instant une certaine oasis dans le monde, mais les oasis ne sont jamais loin des grands remous du monde. Regardez ce qui se passe ailleurs en Europe, regardez, vous qui avez dans vos populations minières la tradition de nombreux travailleurs polonais, regardez ce que c'est que la lutte difficile du peuple polonais pour garantir ses libertés. Souvenez-vous-en. Nous vivons dans un monde difficile et dangereux.

Or je vous indique, après ce qui a été dit très éloquemment, que l'élection du candidat de l'opposition entraînerait trois conséquences certaines pour la France et pour vous, des conséquences tout à fait simples, et chacune et chacun d'entre vous doit pouvoir les comprendre. D'abord la dissolution de l'Assemblée, parce qu'on vous l'annonce, c'est-à-dire de nouvelles élections en juin et juillet prochain, prolongeant encore sur deux mois une campagne électorale qui n'a que trop duré, et cela veut dire que la France en temps de crise aura passé les six premiers mois de l'année 1981 dans le désordre politique.

Pendant sept ans j'ai évité toute dissolution et toute crise politique. On a pu m'accuser de toutes sortes de choses qui font rire et sourire, mais enfin rappelez-vous, sur le plan des institutions, toutes les élections ont eu lieu à leur date, pendant sept ans il n'y a pas eu de dissolution, il n'y a pas eu de crise politique.

Or, dès le premier mois du septennat de mon adversaire, vous auriez une dissolution suivie d'une crise politique. Cela veut dire que la France se trouverait ramenée 25 ans en arrière, et pas 25 ans en avant. (applaudissements)

Or la France ne peut pas attendre indéfiniment d'être gouvernée. Elle a à l'heure actuelle une

Or la France ne peut pas attendre indéfiniment d'être gouvernée. Elle a à l'heure actuelle une majorité. Cette majorité est insuffisamment représentée dans le Pas-de-Calais à l'heure actuelle, ce sera mieux dans l'avenir. (applaudissements)

Mais enfin elle existe sur le plan national, elle est prête à travailler le 15 mai. Pourquoi voulez-vous prolonger indéfiniment le désordre ou le festival électoral en France ?

Deuxième conséquence, le gâchis économique et social. Nous vivons dans un monde en crise. Vous savez très bien quelle est la situation de certains pays voisins, et je pense même à vos voisins du Nord qui ont été très longtemps plus prospères que nous. Voyez quelle est à l'heure actuelle leur situation, leur taux de chômage, leur désordre politique. Eh bien ce serait le gâchis économique et social en France.

Les promesses électorales qui vous sont faites, et dont d'ailleurs je n'arrive pas à comprendre que des hommes politiques consacrés puissent les faire à un peuple réfléchi et travailleur comme le peuple français, ces promesses entraîneraient automatiquement l'augmentation massive des charges sociales et des impôts, c'est-à-dire que sur notre malheureuse économie en crise, au lieu d'apporter des facilités, de l'oxygène, de la liberté, on ferait peser des charges supplémentaires, on l'enfoncerait.

M. Matteoli pourrait vous dire que les dépenses qui sont annoncées en matière sociale représenteraient, en année pleine, une augmentation des cotisations sociales de 6 points.

Trouvez-vous que les cotisations sociales que vous payez soient à l'heure actuelle insuffisantes ? Je m'adresse à la fois aux commerçants, aux artisans, aux agriculteurs, aux salariés. 6 points de cotisations sociales en plus. Et quand vous regardez le montant des impôts qu'il faudrait créer, en France tout le monde croit naturellement que les impôts seraient payés par les autres, mais ce n'est pas vrai, il n'y a pas tellement de catégories auxquelles on puisse demander un effort fiscal qui soit. à la mesure de telles dépenses.

À l'heure actuelle, vous le savez, les prélèvements obligatoires par la force des choses, et malheureusement par le poids de la crise, et notamment les charges du chômage, représentent environ 42 % du revenu total de la France, et c'est en effet beaucoup, c'est sans doute trop. Je souhaite à la fin de mon septennat pouvoir ramener ce chiffre en dessous de 40 %.

Mais si on appliquait le programme de mon concurrent, le prélèvement passerait dans une année normale de 42 % à plus de 50 %, ce qui veut dire que la moitié du produit de votre travail, quel que soit votre métier, vous serait prélevé ou confisqué pour d'autres usages.

Réfléchissez au problème de l'emploi : dans une France qui augmenterait massivement ses charges, quelle est l'entreprise qui investira ? Quelle est l'entreprise qui embauchera ? Petite, grande ou moyenne ? On verra arriver ces jeunes Français, 750.000 par an sur le marché du travail à l'automne 1981, et pensez-vous que dans le désordre politique, économique et social, il se trouvera des entreprises pour embaucher, pour prendre le risque de se charger de nouveaux effectifs ?

Alors vous verrez la courbe du chômage que nous essayons de maintenir grimper en flèche, comme elle l'a fait, hélas, dans d'autres pays atteints par des circonstances comparables. Et j'ajoute que les agriculteurs si actifs du Pas-de-Calais verront rétablir dès l'été prochain les montants compensatoires monétaires, car ils savent très bien que si la France mène une politique monétaire de facilité, ils en paieront le prix. Ces montants compensatoires qu'on a eu tant de mal à faire disparaître et qui pénalisent vos très importantes exploitations agricoles, vous les verrez revenir dès l'été prochain !

La France redeviendrait avant la fin de 1981 l'homme malade de l'Europe.

Alors je vous dis franchement que je préfère ne pas être là, car nous avons trop travaillé pendant sept ans pour maintenir la France au premier rang des nations européennes. Si elle doit redevenir le pays à la traîne, l'homme malade de l'Europe, je préfère que ce soit fait par d'autres car moi, je ne le ferai jamais ! (applaudissements)

Troisième conséquence : on me dit que ces conséquences là, les Françaises et les Français, cela leur est égal parce qu'ils ne s'occupent pas des questions internationales, ils s'occupent de la vie intérieure. Est-ce sûr ? La troisième conséquence, ce serait l'abaissement de l'autorité de la France sur la scène internationale.

Réfléchissez à ceci : la France serait le seul pays d'Occident à avoir un président élu grâce aux voix communistes. Nous serions les seuls, et je vous demande d'imaginer ce que serait l'autorité du président de la République en Europe, face à nos collègues des autres pays européens qui ont tous écarté cette solution, même lorsqu'ils avaient dans leur pays des partis socialistes importants.

Vis-à-vis des Etats-Unis, quelle sera l'autorité d'un Président de la République française élu grâce aux voix communistes ? Réfléchissez une minute. Quelle sera son autorité vis-à-vis des dirigeants soviétiques ?

Ainsi la France retrouverait la voie des pays en déclin, cette France que le Général de Gaulle a tirée sur le plan international de son affaiblissement, et quelque fois de son humiliation, cette France que j'ai maintenue, je n'hésite pas à le dire, au premier rang dans le monde..

(applaudissements).., d'un seul coup, fin mai, la voilà qui entrerait dans le rang des autres pays en déclin !

Je veux vous rappeler deux choses. Une d'entre elles vous a été dite tout à l'heure par Jean Matteoli. Les Français, certains Français croient qu'ils sont protégés et qu'ils peuvent prendre certains risques sans en subir les conséquences. Ils se disent : on peut aller faire un petit tour de valse avec le risque, et puis dans un an, dans deux ans, les choses rentreront dans l'ordre.

Erreur ! Dans le monde actuel, vous n'êtes pas protégés. Dans le monde actuel, ce qui a lieu ne peut plus être défait. Si l'on désorganise telle ou telle institution de la France, sa sécurité, sa défense, sa justice, il faudra des années pour les remettre en ordre, et sommes-nous même sûrs de pouvoir y parvenir ?

Nous ne sommes protégés ni vis-à-vis des périls politiques, en Afrique, en Europe ou ailleurs, ni devant la concurrence internationale qui peut venir dévaster des secteurs entiers de notre économie nationale, si nous vivons dans la confusion et dans le désordre.

La seconde chose que je veux vous rappeler, c'est que l'héritage institutionnel du général de Gaulle, qui a donné à la France stabilité et autorité, ne peut être dans ce débat assuré que par moi, et non par son adversaire du premier jour qui l'a combattu, qui l'a insulté, qui s'est dressé contre lui en 1958, en 1965, en 1968. Rappelez-vous mai 1968, et rappelez-vous à qui s'adressait le général de Gaulle dans son célèbre appel radiodiffusé, quand il s'adressait aux Français et qu'il parlait de certains politiciens au rancard. De qui parlait-il ?

(applaudissements)

Donc toutes celles et tous ceux qui, au-dessus des préoccupations d'ailleurs légitimes, naturellement, mais qui ne sont pas l'enjeu du débat, se préoccupent de l'héritage des institutions de la Vème République doivent savoir que je suis le seul dans ce débat qui les maintiendrai !

On a dit tout à l'heure, je crois que c'est Léonce Desprez qui l'a dit : le premier tour est fini. Eh bien puisqu'il est fini, ne restons pas prisonniers du premier tour.

Je suis un libéral, vous le savez, et j'ai dit qu'il était normal qu'il y ait différents candidats au premier tour. Après tout, s'il y a deux tours, c'est pour cela, sinon il suffirait d'une élection à un tour. Je ne fais grief à personne d'avoir soutenu les candidats du premier tour, et je ne fais grief à personne d'avoir voté pour eux. Il y avait le premier tour, s'il y avait des préférences, s'il y avait des fidélités, elles pouvaient légitimement s'exprimer, et je ne reprocherai jamais à quiconque sa fidélité, et même au fond de moi-même je l'en féliciterai parce que je me félicite de ceux qui me sont fidèles à moi-même. (applaudissements)

Puisque le premier tour est fini, ne le prolongeons pas. Oublions nos défauts nationaux qui nous ont coûté si cher dans le passé, effaçons sans arrière-pensée, d'une façon ouverte, libre, généreuse, nos divisions et nos rancunes. La famille gaulliste est l'un des grands courants permanents de la politique française, elle a servi la France dans la guerre comme dans la paix. C'est pourquoi j'ai besoin de son concours actif pour assurer le maintien des institutions de la Vème République. (applaudissements)

Je ne veux pas faire parler un autre, mais imaginez que l'on puisse interroger le général de Gaulle sur ce qu'il voulait voir préserver et imaginez-le, n'était-ce pas d'abord les institutions de la Vème

République ? Il m'en avait parlé au moment des décisions essentielles, notamment au moment du référendum de 1962. Il m'a dit : j'espère que nous serons capables de donner à la France l'autorité et la stabilité qu'elle n'a pas eues dans son histoire récente, et qui lui ont fait si cruellement défaut.

Eh bien, reconnaissez avec moi que les institutions de la Vème République, je les ai gardées intactes. (applaudissements)

On peut me critiquer sur toutes sortes de choses, on peut, en effet, m'imputer les difficultés de vie d'une période en crise, mais si on regarde la manière dont j'ai assumé les fonctions de Président de la République, il n'y a pas eu, de 1974 à 1981, la moindre déviation, et si je suis réélu il n'y aura pas, de 1981 à 1988, la moindre déviation et je serai heureux, le moment venu, de pouvoir dire à mon successeur : vous allez continuer la Vème République parce que, grâce à moi, vous allez avoir tous les moyens institutionnels de prolonger cette période d'autorité et de stabilité pour la France.

Or, la Vème République, elle repose sur quoi ?

Elle repose sur l'existence et sur l'union des familles majoritaires. Si ces familles majoritaires se déchirent ou se divisent, c'en est fini de la Vème République.

Or, aucun de nous ne le veut, aucun de nous ne l'accepte.

Moi, qui souhaite l'unité de la France, et qui d'ailleurs dans le septennat nouveau, la ferai progresser, je commence par souhaiter l'unité de la majorité.

C'est pourquoi je l'ai respectée avant le premier tour de l'élection présidentielle et c'est pourquoi je ferai appel à toutes et à tous pour que cette unité de la majorité nous la retrouvions intégralement, sans aucune défiance, sans aucune ambiguïté pour le choix national du second tour. C'est pourquoi je propose à toutes celles et à tous ceux qui refusent la voie marxiste, et qui sont sans aucun doute une majorité en France, ce sont d'abord celles et ceux qui ont voté pour la majorité en 1978, ce sont aussi celles et ceux qui refusent les conséquences de la dissolution et du gâchis économique, et je suis persuadé que dans le Pas-de-Calais, en dehors de ceux qui votent traditionnellement pour la majorité, il y en a d'autres - j'espère qu'ils seront nombreux -, dans toutes les cités du Pas-de-Calais, là où nous sommes à Montreuil, mais aussi à Arras, dans le Bassin Minier et ailleurs qui, au deuxième tour, voudront venir rejoindre cette majorité, je propose donc qu'après l'élection nous examinions ensemble, dans ce que j'appellerai les Etats Généraux de la majorité, c'est-à-dire la réunion des Parlementaires de l'Assemblée Nationale et du Sénat, éventuellement de tels ou tels élus régionaux et locaux, les enseignements à tirer de la campagne car les Françaises et les Français ont voulu dire quelque chose. Nous avons le devoir de l'entendre et, ensuite, d'y répondre et de traduire ces conclusions dans l'action, en ce qui concerne en priorité l'emploi des jeunes, et j'y reviendrai. (applaudissements) ..., la libération de l'initiative et des forces productives et le réexamen de certaines charges trop lourdes pour ceux qui produisent et qui travaillent en France.

Pour les questions centrales de la campagne, il y a d'une part les institutions de la Vème République, première question centrale, et il y en a une seconde qui est de savoir si nous devons avoir en France davantage d'interventions de l'Etat ou moins d'interventions de l'Etat.

Mon concurrent vous dit : davantage d'Etat, et moi, je vous dis : moins d'Etat. Nous entrons dans une période ... (applaudissements)... où il faut accroître la sphère de liberté et d'initiative des françaises et des français.

Ce n'était pas la peine d'entreprendre notre grand effort éducatif pour avoir une des jeunessees les plus capables et les plus instruites d'Europe pour vouloir la placer ensuite sous la tutelle de l'Administration et de la Bureaucratie.

C'est pourquoi je vous le dis, comme dans les autres grands pays du monde, puisque c'est cela qui s'est passé, les Français doivent dire : moins d'Etat et mon concurrent dit : davantage d'Etat. Au cours de la campagne, je crois que les Françaises et les Français se sont clairement prononcés contre la Bureaucratie et pour la responsabilité individuelle, contre la Bureaucratie, je n'ai pas ignoré naturellement les tâches qui sont accomplies par d'importants et utiles services publics en France, et je ne voudrais pas qu'on porte un jugement arbitraire sur ceux qui travaillent dans ces

services publics, mais je veux dire que l'organisation de notre société doit alléger les contraintes bureaucratiques, les tutelles et les interventions, Jacques Chirac a développé ce thème et je dis qu'il a eu raison de le faire. (applaudissements)

Nous devons lutter contre une sorte de socialisme rampant qui se traduit, pour les personnes comme pour les entreprises, par un excès de réglementations et de charges. C'est pourquoi je proposerai une série d'allègements des charges héritées du passé que nous traînons derrière nous, si vous me permettez l'expression, comme de vieilles casseroles et dont nous devons, à un moment ou à un autre, nous libérer pour qu'on ait le sentiment qu'on part vers l'avenir en se libérant des charges du passé.

Je proposerai donc une série d'allègements de ces charges, vieux contentieux fiscal, dettes contractées par telle ou telle catégorie dans des situations antérieures, calamités, conséquences du retour des rapatriés etc ... de façon à permettre de remettre les compteurs à zéro.

C'est bien, évidemment, à l'occasion d'une élection présidentielle de permettre l'amnistie des contraventions automobiles, mais je crois qu'on peut avoir une ambition un peu plus généreuse, qui est de voir si nous ne devrions pas, de temps en temps, effacer, pour ceux qui produisent et ceux qui travaillent, l'ardoise du passé, pour qu'ils aient l'impression... (applaudissements)...

Naturellement, je vous le dis tout de suite, en exemptant ceux qui ont organisé systématiquement des circuits ou des actions qui sont condamnables et répréhensibles, il n'est pas question de ceux-là, mais je veux dire cette espèce de petit contentieux que nous entretenons en France qui fait que jamais personne ne se sent la conscience tout à fait libre où chacun se dit qu'on doit conserver les traces d'un passé révolu.

Deuxième objectif : poursuivre notre effort d'indépendance énergétique pour nous libérer de l'effet des chocs pétroliers.

La France a des ressources nationales d'énergie, elle a des ressources charbonnières, j'en parlerai quand je parlerai tout à l'heure du Pas-de-Calais, elle a des ressources hydrauliques, elle a des ressources nucléaires.

J'ai survolé, tout à l'heure, en venant, une des centrales en construction dans la région voisine, j'ai visité, quand je suis venu en visite officielle, la centrale de Gravelines, la France est en train d'acquiescer son indépendance énergétique.

Lorsque je rencontre les autres chefs d'Etats européens, le Chancelier Schmidt me dit : je vous envie parce que, dans quelques années, la France aura un avantage considérable sur les autres pays d'Europe et les régions de tradition industrielle, comme le Nord-Pas-de-Calais, auront une énergie à bon marché et une énergie qu'on ne pourra pas couper en tournant les robinets du pétrole. (applaudissements)

Il faut aussi investir, à nouveau, dans la grande, comme dans la moyenne, comme dans la petite entreprise et si nous voulons supporter la concurrence internationale il faut des équipements de plus en plus productifs en France et c'est l'objet du grand emprunt franco-allemand que nous comptons lancer dès le lendemain de l'élection présidentielle.

Il faut aussi maintenir notre effort de solidarité, et je sais, d'ailleurs, que la tradition de votre région, la tradition picarde, c'est une tradition de solidarité.

Votre région, que l'on dépeint parfois comme une région dans laquelle il y aurait des difficultés de vie, est méconnue car il y a une grande solidarité, une grande fraternité, une vie profonde et nous devons maintenir notre effort de solidarité.

Le Sénateur Poudanson citait tout à l'heure des textes caricaturaux, je ne sais pas quel peut en être l'auteur ou le diffuseur, mais, enfin, je souhaite que les personnes âgées du Pas-de-Calais ne se laissent pas tromper, c'est la majorité, la majorité qui est là sur cette tribune, c'est le gouvernement, c'est aussi moi-même, qui avons transformé en sept ans la condition des personnes âgées en France... (applaudissements)...

(applaudissements) ... mais quelque chose qui est presque aussi important, la considération qui les entourait au lieu qu'elles aient le sentiment d'être des personnes devenues inutiles dans la société, elles ont retrouvé un intérêt dans la vie, elles se regroupent entre elles, elles réfléchissent, elles discutent, elles se déplacent... (applaudissements) ... et nous devons poursuivre cet effort.

Et quant au " moi aussi " que nous avons entendu dans cette correspondance, il serait tout de même plus émouvant, plus impressionnant s'il commençait par reconnaître l'effort qui a été accompli pendant sept ans, car il est quand même singulier de critiquer tout ce qui a été fait pendant sept ans et, ensuite, par une sorte de remords tardif, j'oserais presque dire, ou souhaiter, un retard posthume, venir s'en attribuer les mérites. (applaudissements)

Solidarité vis-à-vis des familles et notamment des familles nombreuses qui ont supporté, plus que d'autres, les conséquences de la crise, et pour lesquelles vous le savez, il y a eu un effort régulier, à poursuivre, bien entendu, de revalorisation de leur pouvoir d'achat.

Solidarité vis-à-vis des handicapés, quelle que soit la cause de leur handicap. C'est en 1975, du temps de mon septennat, que la France s'est dotée de la législation la plus avancée d'aide aux personnes handicapées et je souhaite que nous poursuivions ensemble cet effort de solidarité.

Aide aux femmes seules... (applaudissements) ... qui, pour des raisons diverses de la vie, se trouvent avoir à poursuivre l'éducation de leurs jeunes enfants et qui se trouvaient souvent démunies de toutes ressources lorsqu'elles étaient à un âge où elles ne pouvaient pas reprendre un travail parce qu'elles n'en avaient pas exercé, ou, lorsqu'elles étaient trop jeunes, pour pouvoir bénéficier d'un droit à la pension.

Vous savez que nous avons commencé à corriger cette situation.

Enfin, les travailleurs manuels. Vous avez noté que dans cette campagne, pour une fois, la première fois depuis trente ans ou quarante ans, qu'on vous parle fort peu de la réduction des inégalités.

Comment se fait-il que les orateurs les plus lyriques de cette campagne en parlent si peu ?

C'est parce qu'ils savent que les Français savent que nous avons agi depuis sept ans pour réduire les inégalités. Vous savez que le salaire des travailleurs au SMIC a progressé plus rapidement que le salaire des ouvriers non spécialisés, que le salaire des ouvriers non spécialisés a progressé plus rapidement que la moyenne des salaires en France.

Nous ne sommes pas allés encore aussi loin, bien entendu, que nous souhaitons aller parce que nous sommes en temps de crise, mais nous avons réduit les inégalités et nous continuerons à le faire.

Croyez-vous qu'il y aurait, dans le département du Nord, suffisamment d'électrices et d'électeurs pour me placer en tête de tous les candidats s'il n'y avait pas dans la France profonde et populaire le sentiment et la conviction que nous avons travaillé dans le sens de la justice et de la solidarité ? (applaudissements)

L'objectif suivant, je l'indiquais tout à l'heure, c'est d'offrir un emploi ou un poste de formation à tous les jeunes qui se présentent sur le marché du travail. (applaudissements)

J'en parle devant mon ami Legendre qui suit, vous le savez, le problème de la formation professionnelle. J'ai regardé avec soin ce problème, car nous avons une jeunesse ardente, nombreuse et capable.

Quand je dis qu'elle est capable, j'ai pu le constater au cours de ma campagne présidentielle : la partie la mieux organisée de ma campagne, c'est la partie qui a été organisée par les jeunes, personne ne s'en est occupé, ils se sont organisés entre eux, ils ont monté leur organisation, monté leurs déplacements, distribué leur information avec un sens de l'organisation remarquable. Nous avons la chance d'avoir en France la jeunesse la plus capable d'Europe...

(applaudissements) .., et nous n'allons pas la faire entrer dans la vie par la porte arrière du chômage, on ne peut pas demander à un jeune de rester un an, dix-huit mois, deux ans, à la recherche d'un emploi, et je vous dirai qu'à partir du moment où, de toute façon, en France, nous avons un système d'indemnisation du chômage, autant que ce système serve à la formation des jeunes qui seront ainsi plus armés, bien entendu lorsque la conjoncture s'améliorera, pour avoir des emplois de plus haute qualification, de plus haute rémunération et de plus haute responsabilité.

C'est pourquoi notre société doit être capable - et j'en prends l'engagement - d'offrir à toutes les jeunes Françaises et à tous les jeunes Français, soit un poste de travail, soit un poste de formation... (applaudissements) et le premier dossier que je souhaite ouvrir, ce n'est pas le

dossier de la dissolution de l'Assemblée Nationale, c'est le dossier de l'amélioration de l'emploi et de la formation des jeunes, et c'est celui dont la majorité sera saisie dès la prochaine réunion du Parlement après le deuxième tour de l'élection.

Un autre objectif : protéger la qualité de vie et accroître les responsabilités des citoyens.

Ici, dans la région de Montreuil, le problème est peut-être moins pressant qu'ailleurs, mais dans le Pas-de-Calais le problème de la qualité de la vie, je l'ai mesuré en venant vous voir, dans les régions minières, et c'est pourquoi il fallait décider... Nous avons décidé un grand effort d'amélioration des conditions et de la qualité de la vie, j'ai proposé un plan de dix ans pour améliorer la qualité de la vie dans le Nord, nous avons commencé à le faire, il faut le poursuivre pendant le septennat nouveau.

Autre objectif : placer la France dans le peloton de tête des pays les plus avancés du monde.

Quand on le dit .. je l'ai dit avant le premier tour, certains d'entre vous doivent croire que c'est un artifice électoral, c'est impossible, nous ne pouvons pas, et d'ailleurs à entendre beaucoup de ce qui a été dit avant le premier tour, en effet, on avait l'impression que nous ne le pouvions pas. Mais regardez quelques réalités simples : d'abord, la consommation, nous venons de dépasser, cela a paru dans les journaux, mais c'était un entrefilet à peine lisible, le niveau de consommation individuelle des Américaines et des Américains : la consommatrice française, le consommateur français consomment un peu plus que l'Américaine ou l'Américain.

Vous avez vu arriver, les plus anciens d'entre vous comme moi-même, les armées de Libération en 1944-45, on avait l'impression d'un pays très puissant, très riche que nous ne rattraperions jamais, eh bien, à l'heure actuelle la consommation individuelle des Françaises et des Français vient de dépasser celle des Américaines et des Américains !

Autre exemple : l'aéronautique. Nous n'avions pas d'industrie civile aéronautique, nous étions très loin derrière, on parlait perpétuellement de crise de cette industrie, nous avons la deuxième industrie aéronautique du monde et nous produisons à l'heure actuelle 460 Airbus, l'avion qui a le plus de commandes dans le monde ! (applaudissements)

Nous sommes donc capables d'aller plus loin et je voudrais que vous n'ayez pas le sentiment de la fatalité du déclin industriel ou économique. Je crois que nous sommes en train de réunir les conditions qui permettront à la France d'être un pays de pointe, en tête des autres pays d'Europe.

Un autre objectif - il m'en reste deux - c'est de continuer notre effort de défense.

Vous avez souffert dans le Pas-de-Calais des invasions successives, quand on survole votre département on voit partout des cimetières, d'ailleurs quand je suis venu - je suis venu trois fois dans le Pas-de-Calais, je suis venu une fois en visite officielle et je suis venu aussi à Notre-Dame-de-Lorette - j'ai vu ce que représentaient pour votre région les meurtrissures des guerres. Nous avons le devoir d'assurer à la France la sécurité, et je n'arrive pas à comprendre qu'il y ait des hommes qui puissent se présenter à la présidence de la République où sans doute la première responsabilité, c'est d'assurer la sécurité de la France, sans avoir voté depuis vingt deux ans un centime de crédit militaire; (applaudissements) ... et avoir laissé nos forces, nos malheureuses forces, car elles ont été un certain moment dans des conditions matérielles et morales qui n'étaient pas admissibles, dans la situation dans laquelle elles étaient.

Je vous raconte une anecdote : quand j'ai été élu en 1974, j'étais Ministre des Finances et je connaissais bien mon collègue allemand, qui était le Chancelier Schmidt qui, à l'époque, était également Ministre des Finances, puis j'ai été élu Président de la République et lui, du fait du départ de Willy Brandt, a été Chancelier quelques semaines plus tard, et nous nous sommes rencontrés... Il m'a dit : il y a quelque chose que je veux vous dire .. J'ai dit : Bon, de quoi s'agit-il ? Il m'a répondu : Vous ne devriez pas laisser les forces françaises dans l'état honteux où elles se trouvent £ nous les avons sur le sol de l'Allemagne, nous voyons leurs conditions de vie, ce n'est pas digne de la France !

En sept ans, je me suis efforcé de rendre aux forces de défense françaises les moyens de leur activité, de leur dignité et des moyens qui leur permettent de garantir la sécurité de la France. Enfin, ces forces de défense ne sont pas des forces de conquête. Nous ne sommes pas des

impérialistes... Je devrais dire, nous ne sommes plus des impérialistes, parce que nous l'avons été un peu dans le passé, lorsque les forces françaises se trouvaient simultanément à Moscou et à Madrid, du temps du Premier Empire, mais depuis nous avons changé quelque peu de comportement, nous ne sommes plus des impérialistes, nous sommes un pays pacifique, mais nous sommes un pays pacifique dans la force.

Je ne veux pas que la France soit un pays pacifique par faiblesse et je crois que Jean Matteoli rappelait tout à l'heure les années 1938-39... pour moi, naturellement, ce sont des souvenirs d'enfance, mais on a vu venir la menace extérieure dans une situation de faiblesse, et nous avons vu que nous n'avons pas pu tenir plus de quelques mois.

Donc, je veux la sécurité de la France et en même temps je veux me battre pour la paix...

(applaudissements)

Je continuerai à me battre pour la paix, je continuerai à rencontrer les grands dirigeants du monde, d'égal à égal. (applaudissements) Je continuerai à les interroger sur leurs intentions et, en même temps, à les mettre en garde contre les décisions qui pourraient être imprudentes ou entraîner de graves conséquences, et je serai dans toutes ces grandes discussions au sommet, l'interprète et le représentant fidèle de l'aspiration du peuple français qui a, à la fois, la vocation de l'indépendance, de la sécurité et de la paix ! (applaudissements)

Parlons du Nord/Pas-de-Calais.

Je ressens le vote populaire des électrices et des électeurs du Nord/Pas-de-Calais comme la récompense d'un travail bien fait et comme une marque de confiance.

Nous nous sommes compris. (applaudissements)

Je vous en remercie amicalement et chaleureusement, et d'ailleurs cette tendance qui s'est exprimée dans le Nord/Pas-de-Calais, je souhaite qu'elle s'amplifie et, au cours de mon septennat nouveau, je lui donnerai les occasions de le faire. (applaudissements)

Votre région est une de celles qui ont le plus souffert, et qui souffrent encore de la crise. Il y a eu successivement les problèmes de la sidérurgie, puis ceux du textile, il y a l'augmentation des charges de l'agriculture.

Ces difficultés, je n'ai jamais cherché à les nier, je suis venu au contraire sur place, je dirai presque au plus fort de la crise, pour les examiner avec vous, et je l'ai fait, dans le Nord et dans le Pas-de-Calais au cours de discussions qui ont été, je dois le dire, approfondies et sérieuses. J'ai rencontré, sans aucune exclusive, tous les dirigeants politiques locaux, j'ai travaillé avec les représentants professionnels et j'ai demandé au Gouvernement un ensemble cohérent de mesures en faveur de la Région Nord/Pas-de-Calais. Je vous en rappelle quelques-unes :

- l'ouverture de grands chantiers, les autoroutes, les télécommunications, le logement, l'agrandissement du port de Dunkerque, celui du port de Calais - pour lequel, je le confirme et c'est d'ailleurs une annonce, l'Etat financera 25 % des dépenses... (applaudissements), le lancement d'un plan vert de dix ans pour la rénovation du Bassin minier et de la métropole lilloise, la modernisation de toutes les activités traditionnelles : charbon, sidérurgie, textile, la recherche de nouvelles vocations industrielles et scientifiques pour le Nord et pour le Pas-de-Calais.

Bien sûr, je ne prétends pas avoir tout réglé, mais j'ai tenu tous les engagements que j'avais pris, je les ai tenus tous.

J'ai veillé à ce que tous les Ministères engagent les travaux qui avaient été décidés et j'ai demandé aux autorités administratives locales de m'en rendre compte.

J'ai vérifié d'ailleurs, auprès des Présidents des Conseils Généraux du Pas-de-Calais et du Nord qu'il n'y avait pas d'engagements pris qui ne soient pas en cours de réalisation.

Le Maire de Lille, à qui j'avais proposé le dialogue républicain, et dont j'aurais souhaité qu'il se déroulat avec plus de sérénité dans la Mairie de Lille... (applaudissements) a été mal inspiré de contester ces résultats en des termes injustes, et d'ailleurs la sanction ne s'est pas faite attendre... il a été battu, le 26 Avril, dans sa propre ville ! (applaudissements)... où je suis devant le candidat qu'il soutenait.

Sur l'avenir du charbon et du Bassin minier, j'ai tenu le seul langage d'espoir, celui qui se fonde sur la vérité. J'aurais pu, moi aussi, faire de la surenchère démagogique, annoncer, comme

sur la vente de céréales par moi aussi, sans de la céréalière domagégique, d'ailleurs, comme certains, le triplement de notre production charbonnière £ je l'aurais dit, puis rien ne se serait passé, et les travailleurs, une fois de plus, auraient été trompés.

Aux femmes et aux hommes du Bassin minier, parce que je les respecte, j'ai proposé une autre formule : rien que le possible, mais tout le possible. Et tout ce possible, nous l'avons engagé.

Nous avons décidé la prolongation d'activité des mines actuelles, l'inventaire des nouveaux gisements, les expériences de gazéification, les aides financières aux industries nouvelles, le plan vert d'amélioration de l'habitat.

Nous l'avons décidé ensemble, nous l'avons fait ensemble, nous le continuerons ensemble !

(applaudissements)

Et quand je vois dans le Bassin minier le Parti communiste perdre entre le tiers et la moitié de ses voix... (applaudissements), je demande qui a dit la vérité à ces travailleurs et qui ont-ils cru ? Je m'adresse à vous tous, à tous ceux qui ont fait triompher la majorité en 1978, là où elle a pu triompher, comme en 1974, mais aussi à tous les libéraux qui ont grandi dans la grande tradition du socialisme français, c'est-à-dire du socialisme non marxiste, du Nord et du Pas-de-Calais et qui aujourd'hui, s'interrogent.

Le communisme, dans le Pas-de-Calais on sait ce que c'est. Désunis, nous porterions au Gouvernement, et dans la majorité gouvernementale, les communistes £ au contraire, en écartant de la présidence le candidat qui bénéficie du soutien communiste, vous délivrerez enfin le socialisme français de l'hypothèque qui le paralyse depuis le choix funeste du programme commun. (applaudissements)

Je vois qu'il y a des agriculteurs dans la salle, il y en a sur la tribune, il y en a devant moi £ je voudrais donc m'adresser à eux.

Dimanche dernier, ils ont exprimé leur confiance à la majorité £ j'ai regardé le détail des scrutins et je l'ai vu.

Dans les régions rurales françaises, dont la vie n'a pas été la plus facile au cours des 2 dernières années, les agriculteurs ont exprimé leur confiance à la majorité. J'y ai été sensible et je ne l'oublierai pas. (applaudissements)

Il y a des catégories qui imaginent qu'on les écoute mieux si elles ne vous apportent pas leur soutien. C'est une erreur de psychologie élémentaire. Au contraire, j'écoute celles et ceux qui me font confiance, et je me dis que vis-à-vis d'eux, j'ai une dette à acquitter, parce que ces Françaises et ces Français du monde rural qui ont donné la priorité à des considérations nationales, nous ne devons pas ensuite les abandonner dans leurs difficultés.

C'est pourquoi nous poursuivrons une politique active en faveur de l'agriculture.

(applaudissements)

Mais ce vote comportait aussi de leur part un message, un message que j'ai entendu comme ceci £ je pense ne pas me tromper : nous ne voulons pas devenir des assistés, nous voulons pouvoir vivre libres et dignes en vendant nos céréales, nos betteraves, notre viande à un prix rémunérateur, et c'est à vous, Monsieur le Président de la République, c'est à vous Messieurs les Membres du Gouvernement, de faire que cela nous soit possible.

A ce message, je réponds : oui, plus que jamais la France a besoin d'une agriculture forte, oui, l'agriculture a besoin de prix justes. (applaudissements) Ce n'est pas au travers de mécanismes budgétaires ou financiers compliqués que l'on peut apporter son concours à l'agriculture, il faut le faire naturellement en temps de crise ou de difficultés exceptionnelles, mais c'est par la vie économique normale, c'est-à-dire par le juste prix, que l'agriculture doit assurer son avenir.

Oui, nous avons choisi de fonder notre progrès agricole sur l'exploitation familiale et donc, s'il y a des règlements à Paris ou à Bruxelles qui empêchent le progrès de notre agriculture ou qui freinent l'exportation de nos produits agricoles, ce sont les règlements qu'il faut changer et ce n'est pas notre agriculture qu'il faut sacrifier. Nous refuserons l'agriculture des Offices et des technocrates... (applaudissements)... et nous laisserons à d'autres l'agriculture assistée, cette agriculture qu'on n'assistera d'ailleurs pas longtemps parce que la limite des ressources budgétaires ou des contraintes fera que l'assistance viendrait au compte-gouttes, ce serait alors l'agriculture spoliée, parce qu'elle serait spoliée du fruit de son travail.

Dans les mécanismes d'aide à telle ou telle activité, je pense par exemple à telle branche de la production animale, dans votre région de Montreuil, il faut que l'aide parvienne aux agriculteurs, je dirai quelle que soit la forme d'organisation qu'ils choisissent, et nous devons faire en sorte que ce ne soit pas l'Etat qui décide pour les agriculteurs de la forme d'organisation qui a leur préférence. C'est pourquoi certaines des mesures qui ont été annoncées pour certaines productions animales, et les intéressés me comprennent, devront leur parvenir quelle que soit la forme de leur organisation économique.

Enfin, j'avertis solennellement les agriculteurs qui ont de la mémoire, comme je l'ai dit tout à l'heure, que l'application du programme financier de l'opposition conduira inéluctablement au rétablissement des montants compensatoires monétaires, à partir de l'été prochain, et que ce sera autant de perdu sur les prix.

J'ai vu tout à l'heure, en arrivant, des indications qui montraient que les pêcheurs de la Cote d'Opale... (applaudissements)... se souviennent que Montreuil fut autrefois Montreuil-sur-Mer, et s'ils sont venus, notamment du voisinage, d'Etaples et de Boulogne... (applaudissements)... je renouvellerai devant eux les trois engagements que j'ai pris la semaine dernière à Lorient.

J'ai suivi, bien entendu, les conflits difficiles de l'été dernier et je sais que beaucoup de nos pêcheurs croyaient que le Gouvernement les abandonnerait dans la défense de leurs droits. Or, nous sommes à la fin du mois d'avril, que s'est-il passé ?

Nous n'avons cédé en rien sur les droits de notre pêche maritime. Si l'on essaie de vous intimider en vous parlant d'une Dame de Fer, répondez que vous êtes défendus par un homme aux nerfs d'acier ! (applaudissements). On ne m'a jamais vu céder, on ne m'a même jamais vu être impressionné dans aucune des circonstances récentes que j'ai traversées et donc, soyez sûrs que les droits historiques de nos pêcheurs seront rigoureusement préservés. (applaudissements)

Deuxièmement, il faut mettre fin au pillage de la ressource auquel se livrent certaines nations et qui condamnent à terme certaines de nos activités de pêche. Là encore, la France sera intransigeante.

Enfin, nous aiderons la pêche artisanale et la pêche industrielle à faire face à leurs charges, qui ont beaucoup augmenté dans la période récente, notamment du fait de l'augmentation du prix de l'énergie, et nous les aiderons en même temps à mieux vendre leurs produits pour qu'il y ait une plus juste rémunération des producteurs et des pêcheurs. (applaudissements)

Et, puisque nous parlons de votre Région, je voudrais rendre enfin hommage au dynamisme de vos entreprises, petites et moyennes. D'ailleurs, un mot sur la politique : ces entreprises petites et moyennes qui s'étaient interrogées au premier tour, j'ai reçu leurs dirigeants et leurs représentants hier, et vous savez qu'ils sont unanimes dans le soutien qu'ils apportent au candidat de la Liberté, contre le candidat de la bureaucratie.

La presse locale nous apprend qu'une entreprise installée près de Montreuil exporte du matériel agricole en Europe, en Egypte, en Union Soviétique, en Chine, et cette entreprise embauche en ce moment même, je crois, 250 personnes. Elle a pu embaucher et investir grâce aux contrats d'emploi formation et grâce à un prêt bonifié du Crédit d'Equipe des Petites et Moyennes Entreprises, crédit d'équipement que j'ai mis deux ans à créer et qui fonctionne, vous le savez, maintenant depuis quelques semaines et qui va permettre aux entreprises, petites et moyennes, d'avoir un interlocuteur naturel pour leur équipement, comme les agriculteurs avaient depuis longtemps le Crédit National et comme les petites et moyennes entreprises ne savaient pas où s'adresser pour obtenir des concours pour leur développement.

Il y a donc des solutions, des perspectives pour l'avenir de votre Région et, pour l'avenir du Pas-de-Calais. Maintenant, je voudrais, avant de vous quitter, vous dire quelle est mon ambition pour la France, dans cette Campagne :

Dans cette Campagne, on a l'air de vouloir avant tout combattre pour soi, c'est-à-dire être un candidat qui cherche à attirer des suffrages par toutes sortes de promesses, et c'est la seule chose que je regrette dans cette Campagne. Je voudrais faire cette Campagne avec l'idée que c'est le sort de la France qui est en jeu et que vous ne voyiez dans ce que je vous dis, que ma volonté, mon intention de servir la cause de la France. Je ne suis pas à la recherche d'une

fonction, je l'étais peut-être en 1974, c'était la première fois, j'avais le sentiment qu'à partir du moment où il y avait la disparition, tragique d'ailleurs, du Président de la République, la compétition était ouverte et que chacun devait ou pouvait s'y présenter & j'ai été, ainsi, élu le plus jeune Président de la République Française ..(applaudissements)... élu grâce à vous, mais c'est un record que je ne battrai plus et que, d'ailleurs, me semble t-il, mon concurrent ne battrà pas non plus !.. (applaudissements).. si bien qu'à l'heure actuelle, mon ambition est une ambition pour la France.

Si vous faisiez, le dimanche 10 mai, le mauvais choix, ma déception serait une déception pour la France. Je ne me dirais pas, le dimanche soir, en Auvergne, à Chanonat : oh, quel malheur, voilà ma carrière politique interrompue & je me dirais : quel malheur parce que la France qui allait vers le progrès, la France qui était reconnue partout comme un pays stable, comme un pays solide comme un pays qui progressait malgré la crise, la voilà qui retombe comme nous l'avons vue malheureusement retomber dans le passé.

Je suis sûr que les femmes et les hommes du Pas-de-Calais qui sont des hommes et des femmes raisonnables parce que formés par la tradition et le réalisme du travail, ne laisseront pas retomber le sort de la France. Vous ne la laisserez pas être abaissée, désorganisée, humiliée. Je suis sûr que vous prendrez en considération tout ce qu'elle est capable de faire, pour vous sans doute, mais surtout avec vous. Cette France, je veux qu'elle soit forte et paisible. Quand on regarde, l'histoire des grands pays, on s'aperçoit qu'à certains moments, ils traversent des périodes de paix où chacun s'emploie aux tâches constructives du pays. Pourquoi ne pas vouloir le faire en France ?

Je souhaiterais que ce septennat nouveau, s'ajoutant au septennat qui vient de s'achever, apparaisse par la suite comme une période où la France était forte et paisible, où les Français ont pu vivre en paix et ont pu se consacrer à leur tâche de progrès et d'amélioration, et, en même temps, que ce soit une France généreuse et ouverte sur le monde. S'il y a une tradition humaniste dans le Nord, c'est une tradition de générosité, et je souhaite que chacun ne se détermine pas uniquement en fonction de considérations personnelles, aussi respectables soient-elles, mais qu'il y ait un courant collectif des Françaises et des Français pour souhaiter une France plus généreuse, plus fraternelle, plus ouverte sur le monde.

Or, cette France, c'est le seul choix possible que nous pouvons faire pour elle et c'est le seul choix que vous, Mesdames et Messieurs, ferez pour elle le 10 Mai prochain. Si nous réunissons nos efforts, nous pourrons reprendre à notre manière le vieux slogan d'autrefois : " A une France rassemblée, rien d'impossible ! " (Vifs applaudissements)

Vive Montreuil, Vive le Pas-de-Calais, Vive le Nord, Vive la France !

Pendant le 1er tour, on chantait, à la fin des réunions, le Chant du Départ. Puisque c'était le 1er tour, c'était donc un chant, je n'ose pas dire personnel, mais auquel j'attachais une signification personnelle. Maintenant, comme c'est le 2ème tour, comme c'est le choix pour la France, nous chanterons ensemble notre hymne national !

(Vifs applaudissements).